

APPENDIX I

SOLUTIONS DE LA SACRÉE PÉNITENCERIE DE ROME SUR QUELQUES DOUTES QUI SE SONT ÉLEVÉS SUR LE SENS DE LA BULLE PONTIFICALE PUBLIÉE. LE 15 SEPTEMBRE 1822, CONTRE LES SOCIÉTÉS SECRÈTES¹

Très-saint Père,

L'archevêque de Naples et les autres évêques du royaume interrogent Votre Sainteté à l'égard des réponses qu'ils ont cru devoir faire, réunis en Congrégation, aux doutes suivants, à l'occasion de la promulgation de la Bulle contre les Carbonari.

I^{er} Doute. Quel caractère le S. Père a-t-il donné, dans cette Constitution, à la secte des Carbonari? — R. Vu les dogmes et les commandements impies de cette société, et en particulier la permission qu'elle accorde à chacun de se faire une religion à son gré, nous avons cru devoir la déclarer une secte téméraire et hérétique.

II. Quel jour commence à obliger cette Bulle? — R. Ayant été affichée à Saint-Jean-de-Latran et au Vatican le 15 de septembre dernier, elle oblige dès ce jour pour le commun; elle oblige pour les personnes particulières dès le jour et l'heure où l'on en aura eu quelque connaissance.

III. Ceux qui ont encouru cette sentence peuvent-ils jouir du privilège accordé par la Bulle *Cruciatae*? — R. Ils ne peuvent pas en jouir, parce que la faculté accordée par la Bulle *Cruciatae* ne s'étend pas à la censure qui est encourue par le péché d'hérésie.

IV. Les vieux Carbonari qui sont rentrés dans le sein de l'Église depuis la publication de la Bulle peuvent-ils jouir du bienfait des facultés anciennes? — R. La persévérance dans le mal constitue une nouvelle faute, et dès lors ils sont compris dans la nouvelle Bulle.

V. Celui qui assiste d'une manière feinte à toutes les cérémonies des Carbonari, pour en connaître les embûches et en détourner les autres,

¹ Quæ declaratio sic legitur in libro cui titulus : *Enciclopedia ecclesiastica, Opera periodica compilata dal P. G. Ventura, Teatino*. Napoli, 1841, tom. II, p. 485.

encourt-il cette excommunication? — R. Vu les paroles de la Bulle : *Ne quis sub quovis prætextu, aut quæsito colore audeat*, etc., il l'encourt sans aucun doute.

VI. Quelle connaissance est requise pour être obligé à la dénonciation? — R. La connaissance oculaire est supposée; quant à celle qui vient de l'ouïe, il faut examiner le caractère de l'accusateur et rapporter tout tel quel à l'ordinaire.

VII. Le fils doit-il dénoncer le père, la sœur, le frère, et *vicissim*? — R. Après avoir établi que c'est une secte hérétique, le fils est tenu de dénoncer le père, et *vicissim*, mais tout cela avec une grande prudence et en secret.

VIII. Un juge laïque qui connaît par une procédure qu'un accusé est carbonaro, est-il obligé de le dénoncer à l'Église? — R. Les paroles de la Bulle sont celles-ci : *Præcipimus omnibus sub eadem excommunicationis pena... denunciare... eos omnes, quos noverint huic societati nomen dedisse*; donc dans le cas le juge laïque est obligé de le dénoncer.

IX. Doit-on dénoncer ceux dont la conversion est certaine et qui se sont confessés? — R. Les hérétiques, quoique amendés, sont obligés à la dénonciation passive, pour réparer au moins les conséquences funestes.

Reverendissimo in Christo Patri S. R. E. Cardinali Archiepiscopo
Neapolitano salutem et sinceram in Domino charitatem.

Sacra Pœnitentiaria, jubente SS. Domino Nostro Pio divina Providentia Papa VII, diu multumque deliberavit de quæstionibus Neapoli exortis, cum promulgata est constitutio *Ecclesiam a Jesu Christo adversus Carbonarios*; deque responsionibus, quas iis adhibendas existimarunt Reverendissimus in Christo Pater S. R. E. Cardinalis Aloysius Ruffo, Archiepiscopus Neapolitanus, aliique Episcopi, et docti Ecclesiastici viri ab Eo in concilium acciti, atque ita rescribendum censuit. — Commendat quidem Sacra Pœnitentiaria, et vehementer quidem præclaram amplissimi Cardinalis et ceterorum Antistitum, et Ecclesiasticorum hominum pietatem, qui more majorum in re dubia ad caput, id est ad B. Petri Sedem retulerunt, atque in præstantissimo hoc facto veteris in Sedem Apostolicam observantiæ exempla intueri sibi visa est.

Deinde de singulis quæstionibus atque responsionibus, quæ iisdem adhibita sunt, ita judicat.

Ad I. Nihil impedire, quominus existimetur, Sectam Carbonariam declaratam fuisse temerariam, et hæreticam a SS. Domino Nostro, qui

tamen ab iis appellationibus abstinet; sed inde non sequi omnes, qui sectæ illi nomen dant esse hæreticos. Nam cum iis præsertim, qui in primo gradu *des initiés* versantur, Sectæ errores callide occultentur, evenit fortasse non raro, ut ii nullam hæresim profiteantur.

Ad II. Per Constitutionis promulgationem, quæ idibus septembris Romæ evenit, eam adeptam esse Legis dignitatem, et vim obligandi. Ut vero singuli ea obligentur, necessariam esse ejusdem notitiam, quæ qualis esse debeat, poterit ex iis intelligi, quæ Theologi et Canonistæ docti ac probati disserunt.

Ad III. Posse Carbonarios, si nullam hæresim exterius professi sunt, vi Bullæ *Cruciatæ* ab excommunicatione absolvi, quæ in eos in Const. *Ecclesiam a Jesu Christo* lata est.

Ad IV. Si post Constitutionis publicationem, et acquisitam illius notitiam, quæ satis est obligationi inducendæ, veteres Carbonarii in secta perseverarunt aut aliquo ex iis criminibus se inquinaverunt quæ § *Quocirca* commemorantur, excommunicationem in Const. latam incurrisse, a qua absolvi nequeunt ex facultatibus, quæ antea Episcopis ad Carbonarios absolvendos a S. Pœnitentiaria concessæ fuerant.

Ad V. Rectissimam esse concilii Neapolitani responsionem, et eum qui fide ad conventus Carbonarios accedit, et eorum cæremoniis interest, excommunicationem incurrere.

Ad VI. Obligationem in Constitutione impositam de Carbonariis denunciandi eadem ratione esse interpretandam, qua leges Ecclesiasticæ, quibus hæreticorum denuntiatio præcipitur; quoniam utramque denuntiationem publicum Ecclesiæ bonum postulat. Itaque cogi ad Carbonarios denunciandos non modo eum qui ex propria scientia, vel eorumdem Carbonariorum confessione non sacramentali noverit, eos ad Sectam illam pertinere; sed etiam eum, qui id a relationibus fide dignis acceperit.

Ad VII. Ex eadem, quæ in responsione superiore indicata est ratione, cum de Carbonariis agitur, a filia patrem, a sorore fratrem germanum, et vicissim debere denunciari.

Ad VIII. Judicem laicum teneri ad denunciandum Episcopo hominem, quem ex actis quæstionis a se habitæ cognoverit Carbonarium esse.

Ad IX. Etsi fortasse non omnes Carbonarii pro hæreticis haberi possint; omnes tamen, etiamsi resipuerint, denunciari debere ex ea ratione, quæ superius in responsione ad VI indicata est.

Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria die 8 novembris 1821.

J. B. Bussi, S. P. Regens.

Locus † Sigilli.

J. Pio, S. Pœnitentiariæ Secretarius.

APPENDIX II

RÉSUMÉ DES RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES LIVRES PROHIBÉS, PUBLIÉS PAR ORDRE DU CONCILE DE TRENTE, ET PAR DES DÉCLARATIONS SUBSÉQUENTES DU SAINT-SIÈGE.

1. Tous les livres qui, avant l'année 1515, ont été condamnés par les Souverains Pontifes ou par les conciles œcuméniques, doivent être considérés comme prohibés lors même qu'ils ne seraient point dans le catalogue de l'*Index*.

2. Les livres des hérésiarques, où depuis cette époque les hérésies ont pris naissance ou ont été renouvelées, ou qui ont été des sources et des guides pour les hérétiques, quel qu'en soit le titre ou l'objet, sont absolument prohibés, aussi bien que les livres des hérétiques qui traitent *ex professo* de matières appartenant à la religion. S'ils ne traitent pas de matières de ce genre, ils seront permis après l'examen et l'approbation de qui de droit. Il faut dire la même chose, moyennant les mêmes approbations, de ceux dont la doctrine est catholique, et dont les auteurs sont tombés plus tard dans l'hérésie ou sont rentrés, après leur chute, dans le sein de l'Église.

3. Les traductions des auteurs ecclésiastiques publiées autrefois par des auteurs condamnés sont permises, pourvu qu'elles ne contiennent rien de contraire à la sainte doctrine. Celles du Nouveau Testament, faites par des auteurs compris dans la première classe de l'*Index*, sont absolument défendues. Quant aux versions de l'Ancien Testament et à la Bible de *Vatable*, les évêques peuvent en permettre la lecture à des personnes pieuses et instruites qui ne les considéreraient que comme simple interprétation. Il faut retrancher de la Bible d'*Isidore Claire Brescian* le prologue et les prolégomènes.

4. Quant aux traductions de la Bible en langue vulgaire, en vertu de la décision donnée par Clément VIII et par le décret de la sacrée Congrégation de l'*Index*, du 13 juin 1757, il n'y a de permises que celles qui ont été approuvées par le Saint-Siège ou publiées par son ordre.

5. Les recueils, comme *lexiques, concordances, apophthegmes*, faits par des auteurs hérétiques qui y auraient ajouté quelque chose d'eux-mêmes, ne doivent point être considérés comme permis, jusqu'à ce qu'ils aient été approuvés par les évêques dans les formes prescrites.

6. Les livres de controverse entre hérétiques et catholiques écrits en langue vulgaire ne sont point permis tant qu'ils n'ont pas lesdites approbations. Ceux qui auraient été interdits dans une province ou dans un royaume, comme ne pouvant sans inconvénient être lus par tous, pourront être permis après avoir été corrigés, si leurs auteurs sont catholiques.

7. Les livres qui traitent *ex professo* de choses lascives et obscènes sont absolument défendus. Les livres anciens des auteurs païens sont permis en considération de l'élégance et de la pureté de la langue; ils ne devront pourtant pas être lus par des enfants.

8. Tous les livres qui traitent soit de l'astrologie judiciaire, soit de la divination des futurs contingents ou dépendants du libre arbitre de l'homme, soit d'autres superstitions, sont absolument condamnés. On permet les observations naturelles ou les conclusions qui ont pour objet de venir en aide à la médecine, à l'agriculture, à la navigation. Par ordre de Clément VIII, on doit faire les remarques suivantes à propos de cette règle; 1° il faut prévenir les fidèles que, en vertu d'une Bulle de Sixte V, les évêques ont le droit de procéder contre ceux qui lisent ou qui retiennent les livres d'astrologie judiciaire dont il est question dans cette même règle; 2° que le *Talmud* des Hébreux, avec les gloses, interprétations et notes, quoique imprimé sans ce nom et avec les conditions prescrites par Pie IV, est absolument prohibé, et avec lui tous leurs livres cabalistiques et leurs autres productions irréligieuses; 3° que le livre des Hébreux, connu sous le nom de *Mogazar*, n'est toléré qu'en langue hébraïque, et que toutes ses versions, en quelque langue que ce soit, sont prohibées.

9. Pour l'impression d'un livre ou écrit quelconque, on doit observer les prescriptions du concile de Latran, sous le pape Léon X, sess. x. Ceux qui seraient publiés sans l'approbation des supérieurs ecclésiastiques que cela regarde, suivant le lieu de l'impression, seraient soumis aux peines portées par le susdit décret. Les imprimeurs et les libraires devront être assujettis à ces lois.

Le pape Clément VIII, dans son instruction sur ce sujet, ajoutée par son ordre auxdites règles, fait remarquer que tous les livres prohibés dans une langue doivent être considérés comme également prohibés en quelque langue qu'ils viennent à être traduits.

Quant aux livres prohibés avec la clause *donec corrigantur*, ou *donec expurgentur*, il faut remarquer, comme le dit le R. P. Alexandre-Angélique Bardani, secrétaire de la sacrée Congrégation de l'*Index*, qu'on ne doit point faire d'autorité privée les corrections voulues, mais qu'il faut les attendre de l'autorité de cette même Congrégation.

10. Enfin, à propos des censures encourues immédiatement par

ceux qui lisent, qui retiennent ou qui vendent des livres prohibés, il faut remarquer, suivant l'avertissement du même P. Bardani, que l'excommunication réservée au Saint-Siège s'étend non-seulement aux livres traitant de religion *ex professo*, ou enseignant l'hérésie, ou suspects d'insinuer de fausses croyances, d'après les constitutions de plusieurs Souverains Pontifes, principalement de Pie IV, *Dominici gregis*, de Grégoire XV, *Apostolatus officium*, d'Alexandre VII, *Speculatores*, mais encore aux livres de ce genre qui, depuis les constitutions apostoliques mentionnées, ont été signalés dans les brefs ou les bulles des papes postérieurs.

APPENDIX III

DECRETA DE LIBRIS PROHIBITIS NEC IN INDICE NOMINATIM EXPRESSIS¹

Cum non omnes libri qui, vi Constitutionum Apostolicarum, aut Decretorum Congregationum S. Officii et indicis, prohibiti sunt singillatim describi in Indice propter eorum ingentem numerum possint, necessarium visum est hujusmodi libros ad certa quadam capita revocare, ac per materias de quibus agunt eorum veluti Indicem conficere, ut, si quod circa librum aliquem in Indice non descriptum, aut in Regulis ejusdem Indicis non comprehensum, exoritur dubium, intelligi possit utrum inter prohibitos sit computandus.

§ 1. — Libri ab Hæreticis scripti, vel editi, aut ad eos sive ad infideles pertinentes prohibiti.

1. Agenda, seu Formulæ precum, aut Officia eorundem.
2. Apologiæ omnes quibus eorum errores vindicantur, sive explicantur, et confirmantur.
3. Biblia sacra eorum opera impressa, vel eorundem Annotationibus, Argumentis, Summariis, Scholiis et Indicibus aucta.
4. Biblia sacra, vel eorum partes ab iisdem metricè conscriptæ.
5. Calendaria, Martyrologia ac Necrologia eorundem.

¹ Sic legere est in ipso *Indice librorum prohibitorum*.

6. Carmina, Narrationes, Orationes, Imagines, libri in quibus eorum fides ac religio commendantur.

7. Catecheses et Catechismi omnes, quaecumque inscriptionem præferant, sive librorum Abecedariorum, sive Explicationum Symboli Apostolici, Præceptorum Decalogi, sive Instructionum, ac Institutionum Religionis Christianæ, Locorum Communium, etc.

8. Colloquia, Conferentiæ, Disputationes, Synodi, Acta Synodalia de fide et fidei dogmatibus ab eisdem edita, et in quibus explicationes quæcumque eorum errorum continentur.

9. Confessiones, Articuli, sive Formulæ fidei eorundem.

10. Dictionaria autem, Vocabularia, Lexica, Glossaria, Thesauri, et similes libri ab iisdem scripti, sive editi, ut Henrici et Caroli Stephani, Johannis Scapulæ, Johannis Jacobi Hofmanni, etc., non permittuntur, nisi deletis iis quæ habent contra Religionem Catholicam.

11. Instructionum et Rituum sectæ Mahumetanæ libri omnes.

§ 2. — Libri certorum argumentorum prohibiti.

1. De materia Auxiliorum Divinorum libri, vel compositiones ex professo, vel incidenter, aut prætextu commentandi S. Thomam, vel quemlibet alium Doctorem, aut alia quavis occasione tractantes, impressi nulla obtenta licentia a Congregatione S. Officii.

2. De Beatæ Mariæ Virginis Conceptione libri omnes, Conciones, Disputationes, Tractatus, impressi post annum 1617, in quibus asseritur B. Virginem Mariam cum originali peccato conceptam esse; vel in quibus affirmatur opinantes B. Virginem fuisse in originali peccato conceptam esse hæreticos, vel impios, vel peccare mortaliter.

3. Declarationes, Decisiones, Interpretationes Congregationis Concilii Tridentini, earumque Collectiones tam impressæ quam imprimendæ, ementito ipsius Congregationis nomine.

4. De controversia exorta inter Episcopum Chalcedonensem, et Regulares Angliæ libri omnes, et singuli tractatus impressi, sive manuscripti, et omnia alia quæ spectant directe, vel indirecte ad prædictam controversiam. Per hoc autem Decretum nihil intendit sacra Congregatio statuere de meritis causæ, vel ulli auctori, aut operi ignominiam aliquam, vel notam malæ doctrinæ inferre.

5. De doctrina libri Cornelii Jansenii Episcopi Yprensis, qui inscribitur *Augustinus*, libri omnes et libelli, aut epistolæ tam impressæ quam manuscriptæ, seu in posterum edendæ et publicandæ, in quibus illa eo modo damnata quo eam damnavit Alexander VII, vel ut est in

V propositionibus damnata, propugnatur, vel quomodolibet approbatur aut defenditur.

6. De Constitutione *Unigenitus* Clementis XI libri, aliaque scripta, in quibus illa subdole eluditur, temere carpitur, aut contemnitur, et impugnatur. — Item libri, sive libelli vel scripti, vel typis editi, aut edendi in defensionem libri inscripti: *Le Nouveau Testament en français avec des réflexions morales sur chaque verset*, aut alio titulo: *Abrégé de la Morale de l'Évangile*, etc. — Item Actus, sive instrumenta Appellationum quæcumque a Constitutione *Unigenitus* ad Concilium generale: necnon Judicia Theologorum, aut facultatum Theologicarum, sive Academiarum, earumque Deliberationes, Consultationes, Acta, Decreta; quorumcumque etiam aliorum Mandata, Ordinationes, Arresta, Epistolæ; Interpretationes etiam, et Declarationes ac scripta quælibet, quibus explicationis, aut alio quovis prætextu aliquid dicitur, vel scribitur, quo dictæ Constitutionis robur, atque auctoritates, et obligatio minui aut infringi possit.

7. De Duellis agentes libri, litteræ, libelli, scripta, in quibus eadem duella defenduntur, suadentur, docentur. Si qui vero hujusmodi libri ad controversias sedandas, pacesque componendas utiles esse possunt, expurgati et approbati permittuntur.

8. De Johannis Cala asserti Anachoretæ prætensa sanctitate, miraculis, vaticiniis, visionibus, aliisque hujusmodi signis, libri, codices, et folia quæcumque sive manuscripta, sive impressa. — Item omnia et singula transumpta, seu copię tam impressæ quam manuscriptæ Decreti a Vicario Generali Cassanensi emanati, per quod idem Vicarius ausus fuit definitive pronuntiare eundem Johannem fuisse in quasi possessione cultus, atque ideo in eo manutenendum.

9. Libri omnes immunitatem Bonorum Ecclesiasticorum impugnant.

10. De Laminis plumbeis Arabico sermone, et antiquis characteribus conscriptis, ac in cavernis montis Illipulitani, dicti Sacri, prope Granatam repertis, et de Scripturis in turri Torpiana ejusdem civitatis inventis, libri omnes, Tractatus, Responsa, Consulta, Commentarii, Glossæ, Additamenta, Annotationes, et quæcumque alia sive manuscripta, sive typis impressa. Alii vero libri, sive tractatus, qui ad alia argumenta spectant obiter vero de his Laminis, vel de earum doctrina tractant, permittuntur, expunctis locis quæ de his laminis agunt.

11. De SS. Apostolis Petro et Paulo libri omnes tam impressi quam manuscripti, in quibus asseritur et defenditur quod S. Petrus et S. Paulus sunt duo Ecclesiæ Principes qui unicum efficiunt: vel sunt duo Ecclesiæ Catholicæ Coryphæi, ac supremi Duces summa inter se unitate conjuncti: vel sunt geminus universalis Ecclesiæ vertex, qui in

unum divinissime coaluerunt : vel sunt duo Ecclesiæ summi Pastores, ac Præsides, qui unicum caput constituunt; atque ita explicantur, ut ponatur omnimoda æqualitas inter S. Petrum et S. Paulum sine subordinatione S. Pauli ad S. Petrum in potestate suprema universalis Ecclesiæ.

12. De vera, et non interrupta successione filiorum S. Francisci, et de vera forma Caputii ejusdem libri omnes impressi, et qui inconsulta sacra Congregatione imprimuntur, tractantes hanc eandem controversiam.

13. Pasquilli omnes ex verbis sacre Scripturæ confecti. — Item Pasquilli omnes etiam manuscripti, omnesque conscriptiones, in quibus Deo, aut Sanctis, aut Sacramentis, aut Catholica Ecclesiæ et ejus cultui, aut Apostolicæ Sedi quomodocumque detrahatur.

14. Libri omnes agentes, ut vulgo dicitur, *de l'avenir et des sorts*.

§ 3. — Imagines et Indulgentiæ prohibitæ.

1. Imagines cum laureolis, aut radiis, sive splendoribus, eorum qui neque canonizationis, neque beatificationis honore insigniti sunt a Sede Apostolica.

2. Imagines Domini Nostri Jesu Christi, et Deiparæ Virginis Mariæ, ac Angelorum, Evangelistarum, aliorumque Sanctorum, et Sanctarum quarumque sculptæ, aut pictæ cum alio habitu et forma quam in Catholica et Apostolica Ecclesia ab antiquo tempore consuevit, vel etiam cum habitu peculiari alicujus Ordinis Regularis.

3. Imagines, Numismata insculpta pro Confraternitatibus Mancipiorum Matris Dei, italice *Schiani della Madre di Dio*, sodales catenatos exprimentia. — Item libelli, in quibus eisdem Confraternitatibus regulæ præscribuntur. Confraternitates autem quæ catenulas distribuunt confratribus et consoribus, brachiis et collo circumponendas atque gestandas, ut eo signo Beatissimæ Virgini emancipatos se esse profiteantur, et quarum institutum in eo mancipatu præcipue versatur, damnantur et extinguuntur. Societatibus vero, quæ ritum aliquem, aut quodcumque aliud ad mancipatum ejusmodi pertinens adhibent præcipitur ut id statim rejiciant.

4. Imagines, catenulæ, folia, libelli pro usu Confraternitatum sub invocatione SS. Sacramenti, B. Mariæ Virginis Immaculatæ, et S. Joseph sub titulo *Gregis Boni Pastori* erectarum et in quibus repræsentantur homines penduli a Christo, a sacra Pyxide, a B. Virgine, a S. Josepho, et a quovis alio Sancto.

5. Imagines ubi repræsentatur puer Jesus in sublime elatus, et sub

ipso tres Ecclesiæ Doctores, et in locum aliorum trium (qui repræsentatur in imaginibus ejusdem formæ jam pridem impressis) substituti sunt tres Presbyteri Regulares cum his versibus : *Jesu Doctorum intima, qui nubes ignorantie pellis rore gratiæ, etc.*

6. Imagines sive depictæ, sive sculptæ, sive impressæ Johannem Calta quocumque sanctitatis vel beatitudinis signo repræsentantes.

7. Imagines ubi repræsentatur B. Virgo cum Filio in medio duorum sanctorum Societatis Jesu, quorum uni tradit librum, alii Rosarium cum hac inscriptione : *Deipara Virgo cum Filio inspirat, commendatque Societati Jesu institutionem Sodalitatum, et Officii, Rosarii que usum.*

8. Inscriptiones omnes Imaginum SS. Francisci et Antonii de Padua, in quibus dicitur formam habitus qua depicti sunt esse eandem qua ipsi usi fuerunt : vel in quibus asseritur in hoc vel illo ordine S. Francisci esse veram, legitimam, et non interruptam ejusdem S. Patris in filios successionem.

9. Indulgentiæ omnes concessæ coronis, granis seu calculis, crucibus, et sacris ante Decretum Clementis VIII, anno 1597 editum, *de forma Indulgentiarum*. — Item indulgentiæ omnes concessæ quibuscumque Regularium Ordinibus, Confraternitatibus sæcularibus, Capitulis, Collegiis, aut eorum Superioribus, ante Constitutionem ejusdem Clementis VIII, *Quæcumque*, 7 decemb. 1604, et Pauli V, *Romanus Pontifex*, d. 13 maii 1606, et *Quæ salubriter*, d. 23 novemb. 1610, revocatæ sunt, atque apocryphæ habendæ, nisi ab iisdem Pontificibus aut eorum Successoribus revocatæ ac confirmatæ fuerint.

10. Indulgentiæ concessæ coronis S. Brigittæ ab Alexandro VI declarantur apocryphæ, et nullius roboris ac momenti : sine præjudicio tamen Indulgentiarum a Leone X dictis coronis concessarum vi id. jul. 1515.

11. Indulgentiæ concessæ crucibus S. Turibii ab Urbano VIII, tanquam falsæ habendæ sunt.

12. Indulgentiarum libri omnes, Diaria, Summaria, libelli, folia, etc., in quibus earum concessionem continentur, non edantur absque licentia S. Congregationis Indulgentiarum.

§ 4. — Quædam ad Ritus Sacros spectantia, quæ prohibita sunt.

1. Benedictiones omnes Ecclesiasticæ, nisi approbatæ fuerint a sacra Rituum Congregatione.

2. Exorcismorum formulæ diversæ ab iis quæ præscribuntur in Re-

gulis Ritualis Romani, et earundem usus, absque prævio examine coram Ordinario.

3. Litanie omnes, præter antiquissimas et communes, quæ in Brevariis, Missalibus, Pontificalibus, ac Ritualibus continentur, et præter Litanias de B. Virgine, quæ in sacra æde Lauretana decantari solent.

4. Missalis Romani omnia exemplaria alterata post edictum Pii V, præsertim quæ *Venetis* apud *Junctas*, *Sessas*, *Misserinum*, et ad *signum Syrenæ* atque *Europæ*, et quoscumque alios, impressa sunt ab anno 1596.

5. Officia B. Mariæ Virginis, vel Sanctorum aut Sanctarum, aliaque hujusmodi absque approbatione Sac. Rituum Congregationis edita, vel edenda.

6. De Ritibus Sinicis, eorumque controversiis, aut illorum occasione exortis, libri, libelli, relationes, theses, folia et scripta quæcumque post diem 1^{um} octobris 1710 edita, in quibus, ex professo, vel incidenter, quomodolibet de iis tractetur, sine expressa et speciali licentia Romani Pontificis in Congregatione sanctæ et universalis Inquisitionis obtinenda.

7. Rituali Romano additiones omnes factæ aut faciendæ post reformationem Pauli V, sine approbatione S. Congregationis Rituum.

8. Rosaria quæcumque de novo inventa, aut invenienda, sine opportuna S. Sedis facultate, quibus authenticum Rosarium Deo et B. Mariæ Virgini sacrum antiquaretur.

FINIS TOMI TERTII

INDEX TOMI TERTII

TRACTATUS SEPTIMUS.

DE RESTITUTIONE.

DISPUT. I. De restitutione in genere.	1
CAP. I. De subjecto restitutionis.	5
Art. 1. De eo qui ad restitutionem tenetur.	5
§ 1. De eo qui culpabiliter damnum infert immediate.	14
<i>Scholium.</i> De fraudatoribus tributorum ac gabellarum.	21
§ 2. De eo qui culpabiliter damnum infert mediate.	25
N. 1. De mandante seu jubente et consulente.	31
N. 2. De consentiente, palpone, receptatore et participante.	37
N. 5. De muto, non obstante, et non manifestante.	42
Art. II. De eo cui restitutio facienda est, de restitutionis ordine et circumstantiis.	45
CAP. II. De causis a restitutionis obligatione excusantibus.	57
DISPUT. II. De restitutione in specie.	63
CAP. I. De bonis animæ et corporis.	63
Art. 1. De homicidio et mutilatione membrorum.	67
§ 1. De bello.	75
§ 2. De suicidio, duello et abortu.	80
§ 3. De vitæ, pudicitie, honoris, et bonorum aggressionem.	90
Art. II. De stupro et adulterio.	99
CAP. II. De bonis famæ et honoris.	109
Art. 1. De lesione et reparatione famæ.	111
Art. II. De modo quo læditur et reparatur honor.	128
<i>Scholium.</i> De secreti manifestatione, et libello infamatorio.	132
CAP. III. De bonis fortunæ.	137